

Troisième dossier : Les résistants

Premier thème : Qui sont-ils ?

Document (Planque des « premiers » maquisards à la grotte de Beauvoisin)



L'arrivée au maquis À partir du 16 février 1943, date de l'instauration du STO, "beaucoup de jeunes, entre autres des classes 1940, 1941 et 1942, frappés par cette mesure, disparaissent dans la nature et deviennent des réfractaires. Les uns trouvent gîte chez des parents ou amis, le plus souvent agriculteurs. Certains y attendront patiemment la fin de la guerre. Les autres rejoignent les maquis en formation." Pour rejoindre un maquis, il fallait au préalable connaître une filière.

Photographie représentant quatre maquisards posant devant l'entrée de la grotte de Beauvoisin. Des abris naturels de ce genre, parfois artificiels comme la cabane de la colline de Montceau (Espeluche), ou construits « à chaud », servaient comme la grotte de Beauvoisin de planque provisoire aux jeunes fuyant le STO. Le cliché pris par Bénard, à l'occasion d'une visite en compagnie de Louis Borel, agriculteur à Beauvoisin, et d'Aimé Buix, secrétaire de mairie à Buis-les-Baronnies.

Document (Femmes au maquis en août 1944)



Les femmes ont été souvent oubliées dans la mémoire résistante pour des raisons socio-culturelles liées à la société existant lors de la Seconde Guerre mondiale et au statut de la femme dans cette société. Dans la Drôme, Patrick Martin* a estimé à un peu plus de 600 le nombre de femmes résistantes. 250 d'entre elles ont effectué une demande de cartes CVR. Or, les conditions d'attribution étaient surtout basées sur la forme de la Résistance armée mais c'est sous d'autres formes souvent que les femmes ont apporté leur contribution à la lutte.

Cliché pris par un maquisard en août 1944 lors d'une fête au village de Curnier où se trouve le PC du maquis Morvan (montagnes du Nyonsais). Parmi les six jeunes femmes, juchées sur un camion Berliet, on connaît, de gauche à droite : Renée Coursange (« France ») future épouse Audibert, Jeannette Allègre (« Katia »), Madame Maurent (serait de Nyons) et sa fille. Remarques : L'un des phares du véhicule porte encore les marques d'un camouflage au noir, ne laissant passer qu'une mince bande de lumière.

Document (Carte de Combattant volontaires des FFI de Blumenfeld Kurt)



Le long périple de Kurt Blumenfeld mérite d'être raconté. Kurt avait fait des études de Droit en Tchécoslovaquie pour devenir avocat selon le désir de son père, commerçant juif. D'une intelligence remarquable, il avait, en autodidacte, appris une multitude de langues : il maîtrisait parfaitement le tchèque, l'allemand, le français, l'anglais, le russe et le polonais, ainsi que le latin et le grec. La musique était une autre de ses passions : il jouait du violon et de la clarinette et savait diriger un orchestre.

Carte de Combattant volontaires des FFI de Blumenfeld Kurt, datée de novembre 1943. Elle est signée par de Lassus Saint-Geniès (commandant Legrand).

Document (Journal *Les Étoiles*, n°16 de février 1944)

FÉVRIER
1944

LES ÉTOILES

N° 16

à reproduire et faire circuler

Aux Médecins, Pharmaciens et Dentistes !

La mobilisation allemande des Français dans Vichy menace les hommes de 16 à 60 ans et les femmes sans enfants de 15 à 45. Les événements des camps par tout le pays où la répression est déchaînée par Darmanet et par les Boches, et particulièrement les déportations d'éléments de Haute-Savoie, nous font sentir à l'échelle de la zone sud que la question des comités de secours est une question de vie ou de mort.

Nous avons notamment recommandé la création partout où cela est faisable de COMITÉS D'AIDE AUX MAQUIS. Aujourd'hui, nous nous adressons particulièrement aux médecins, dentistes, pharmaciens, sage-femmes, infirmiers et infirmières, et nous leur demandons qu'ils nous envoient, en plus, un effet, le cas échéant, de plus grande ou plus petite valeur, pour leur donner quelque conseil pratique dans ce sens. En effet, le comité médical, de plus grande ou plus petite valeur, joue un rôle déterminant pour aider «francophones et combattants de la Patrie». Dans le cas contraire, cela, évidemment, l'unité d'action, la coordination sont réalisées pour tous les médecins de France par la formation du C.M.R. (Comité Médical de la Résistance) composé adhésif le C.N.R. (Comité National des Médecins) de la zone Sud, tous les ressortissants du monde médical, les actions de la santé nationale doivent nous attirer les directions, les liaisons, prendre localement les initiatives qui paraîtront au C.M.R. d'accomplir sa fonction patriotique.

Voici nos conseils : que dans chaque chef-lieu de canton, et même dans chaque grosse commune où les éléments peuvent être réunis, se constituent de véritables COMITÉS SANITAIRES FRANÇAIS, par la collaboration de ces deux professions réunies avec le dentiste, le ou les pharmaciens, la sage-femme les infirmiers et infirmières qui peuvent constituer, Ce Comité par un de ses membres (attention à la sécurité) se mette en rapport avec le maquis voisin, les résistants locaux ou dissimulés, les petits groupes de franc-tireurs, enfin sous les pseudonymes d'élus, il sera à leur disposition pour leur procurer les médicaments, les vitamines, passer leurs blessures, etc.

La ne se limite pas son action. Médecins, dentistes, phar-

maciens, sage-femmes passent comme vous. En marge de votre comité sanitaire, qu'elles constituent un service, y compris d'autres femmes. Et ainsi, de proche en proche, ces femmes à leur tour entraînent leurs maris, c'est un puissant COMITÉ D'AIDE AUX MAQUIS dans lequel, toujours pour des tâches concrètes, sont en respectant les règles de prudence, par petits groupes de trois ou quatre, tous ceux qui dans la localité ont le cœur français faisaient par eux-mêmes.

Que votre COMITÉ SANITAIRE demande à ceux qui sont organisés «LES ÉTOILES» la liaison avec les médecins du C.N.R. qui constitueront et dirigeront votre action. Que votre COMITÉ D'AIDE entre en relation avec les comités similaires par le même voie.

Prenez garde dans vos relations avec le maquis que les choses ne se fassent pas de façon trop publique. Émouvez les réflexions des vôtres dévoués pour vous rendre visite, des lieux secrets pour s'y rencontrer. Préparez pour eux des rations de secours pour le cas où le maquis attaqué par les Boches ou les miliciens devrait se déplacer d'urgence. Prenez toutes les dispositions pour un tel cas afin que le matériel de secours ne soit pas perdu, puisse être placé et organisé quand les circonstances le permettent : matériel de camp, légumes, sucre, acides et médicaments, matériel de radio, papiers et documentation, etc. Assurez la surveillance autour de votre comité. Veillez à ce que de nouveaux venus ne puissent s'installer dans le voisinage pour espionner, déjouer et dénoncer les miliciens. Facilitez le développement des maquis. Faites des collections pour eux. Prenez leur des livres nouveaux et exaltez leur patriotisme, des mandats du Chef de Section pour faciliter l'évaluation militaire.

Tout cela qui est VOTRE DEVOIR, nous espérons que l'initiative individuelle proposera médecins, dentistes, pharmaciens, etc. pour grandement y contribuer. Le COMITÉ SANITAIRE national se tiendra au courant de vos actions. Le COMITÉ D'AIDE, sera indispensable, car le premier service à rendre au maquis c'est de lui procurer un service de santé.

Un vœu du Comité National des Journalistes

Dans sa séance du 29 Janvier 1944, le COMITÉ NATIONAL DES JOURNALISTES a émis le vœu suivant dont le texte a été transmis conformément en France au COMITÉ NATIONAL DE LA LIBÉRATION, et à Alger au COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE :

1. Le libéré de la Presse sera libéré. La presse antérieure au 1940 sera libérée par le pouvoir militaire.

2. L'opinion de la Presse doit être soumise aux décisions de la presse, par ses comités de direction, comme les autres par exemple mais surtout sur les questions de la presse. Le C.N.J. demande l'élaboration des textes et des protocoles d'urgence dans la presse.

3. Si doivent être supprimés sans exception les journaux de la zone sud, la suppression de certains journaux et en particulier les grands journaux qui ont une double tâche et un aspect administratif complexe

risquant d'être traités en certains éléments dans le secret. Néanmoins, il ne se voit ni contraire à parler, de son côté leur libé, les autres au titre d'urgence, présentés par écrit d'urgence par un changement radical de direction et d'administration, et son unité opérative de la zone sud.

L'indépendance sera mise sous séquestre et dirigée par un Administration de la Presse qui devra être dirigée par le COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LA LIBÉRATION, qui s'y verra un droit de regard.

4. Le C.N.J. pour en principe que, le complément naturel de la liberté de la Presse doit être l'indépendance, sans mesure qui s'inscrit à l'Administration de la Presse une d'urgence. Il ne faut en principe dans le style de l'État, ni faire des traits et des protocoles d'urgence qui, en liaison avec des décisions d'urgence, peuvent régler de la situation pour être des décisions prises en urgence.

Le Massacre de Grenoble

Les Docteurs Carrière (de St-Marcellin), Vallée (de Tallard), Sauvage, Besson, Audouin et Girard (de Grenoble) ont été assassinés par des groupes de miliciens. Le Dr. Vallée a été tué dans son lit, devant sa femme et son enfant, de 50 balles de mitraillette ; le Dr. Sauvage a été tué dans un bois près de son domicile, devant sa femme et son enfant, de 50 balles de mitraillette dans la cour de l'hôtel de Justice.

Plusieurs autres médecins, dentistes, pharmaciens, infirmiers ont été assassinés de mouvement de résistance. Les autres, comme des millions de Français, n'ont pas été épargnés par les miliciens. Ils ont été tués dans la ville de Grenoble. Plusieurs étaient tués, dont le Dr. Girard, chirurgien honoraire de l'Hôtel de Dieu de Grenoble.

Les miliciens, à Lyon, ont refusé des journalistes pour se venger de leur critique et en assassinant des nouveaux. La presse de Lyon a annoncé ces meurtres, mais, par ailleurs, elle a eu l'honneur de les attribuer aux communistes pour alimenter un campagne anti-soviétique.

Tels sont les faits dignes de la Sainte-Vehme et de l'Organisation Canard. Nos confrères seront vengés, mais, en attendant que les médecins de la Résistance n'oublient pas que la presse clandestine a ses règles impératives. Ils doivent cacher leur service pour rester ignorés des miliciens de la Milice. Ils doivent être prêts à ne donner pas attention que les nouvelles circulent les leur chez eux. Qu'ils s'occupent et se mettent dans l'illégalité à Paris, qu'ils exigent des Mouvements de Résistance, que les

On connaît bien le journal *Les Lettres françaises* dont le premier numéro date de septembre 1942 et qui a continué à paraître après la guerre. Par contre, on connaît beaucoup moins *Les Étoiles* dont le premier numéro est daté de février 1943.

Le Comité national des Écrivains (CNE) a édité, de façon clandestine, 19 numéros des Lettres françaises, pour la zone nord, et 17 numéros des Étoiles destinés à la zone sud.

Document (Plaque à la mémoire de Jean Loubet)



Le noyautage des administrations publiques (NAP) regroupe, début 1943, les mouvements existants dans les administrations. Pour la Drôme, c'est Jean Loubet, rédacteur principal à la préfecture, qui en prend l'initiative dès la fin de 1942. Il fédère les différentes branches qui se créent dans les administrations : NAP-Police, NAP-Fer, NAP-Inspection académique, NAP-Ponts-et-Chaussées, NAP-PTT, NAP-Électricité. Jean Loubet, dénoncé le 24 février 1944 par un haut fonctionnaire de la préfecture, doit s'enfuir à Lyon où il est arrêté le 8 août et fusillé le 20 août. En mars 1944, il passe les consignes à Roger Marty, régisseur des bâtiments départementaux, qui lui succède à la tête du NAP de la Drôme.

Plaque rendant hommage à Jean Loubet, créateur du NAP dans la Drôme fin 1942-début 1943. On peut y lire : « A la mémoire de Jean Loubet 1910-1944 Rédacteur principal à la préfecture de la Drôme, Chef départemental NAP, Dans la Résistance, Arrêté par la Gestapo, Fusillé le 20 août 1944. » La plaque est située près de l'entrée principale de la préfecture de la Drôme à Valence.

Document : Larat Bruno



Bruno Larat passe son enfance dans sa famille à Romans. C'est un milieu très patriote et catholique. Son père est officier de cavalerie, ancien combattant de la guerre de 1914-1918. Il suit des études de droit à Lyon et devient avocat en mai 1939. Pendant l'été 1937, il séjourne deux mois en Grande-Bretagne qu'il retrouvera après avoir rejoint le général de Gaulle. Il avait, depuis longtemps, rêvé de devenir aviateur. Il est mobilisé en septembre 1939 au dépôt de cavalerie de Montauban, mais le 25 novembre, il est affecté à Bordeaux-Mérignac dans l'aviation. Il n'accepte pas la situation créée par Pétain. Il falsifie un ordre de mission, se rend à Saint-Jean-de-Luz où il est embarqué, le 22 juin, jour de l'armistice, sur l'Andora Star, un bateau polonais, qui arrive à Liverpool le 26 juin. C'est donc un des premiers à rejoindre l'Angleterre. C'est de Gaulle qui, le 8 juillet, visitant la base de Saint-Atham, recommande aux jeunes aviateurs de ne pas s'engager dans la RAF. Le 1er novembre, il est affecté à la Free French Training School. Rapidement, il tombe malade, est hospitalisé jusqu'au 9 juin 1941. Il est rayé du personnel navigant et affecté à un centre d'instruction. En octobre 1941, il est admis à réintégrer le personnel navigant. Il rejoint l'état-major du général de Gaulle, au service de renseignement (BCRAM). Il est nommé sous-lieutenant. Il intègre la section « Action » qui compte une vingtaine d'officiers, sous-officiers et soldats.

Photographie d'identité de Bruno Larat dans sa tenue d'aviateur, avec le grade d'aspirant, semble-t-il. Bruno Larat est affecté à Montauban dans la cavalerie, le 29 septembre 1939. Il fait connaître son souhait de devenir aviateur. Le 25 novembre, il est envoyé à l'école de l'Air de Bordeaux-Mérignac. On peut penser que c'est à cette période qu'il a besoin de photos d'identité avec sa tenue d'aviateur. Il a alors 23 ans (né le 2 mai 1916). C'est un jeune soldat qui a l'air serein.

Document : Denise Marin participe à une réunion

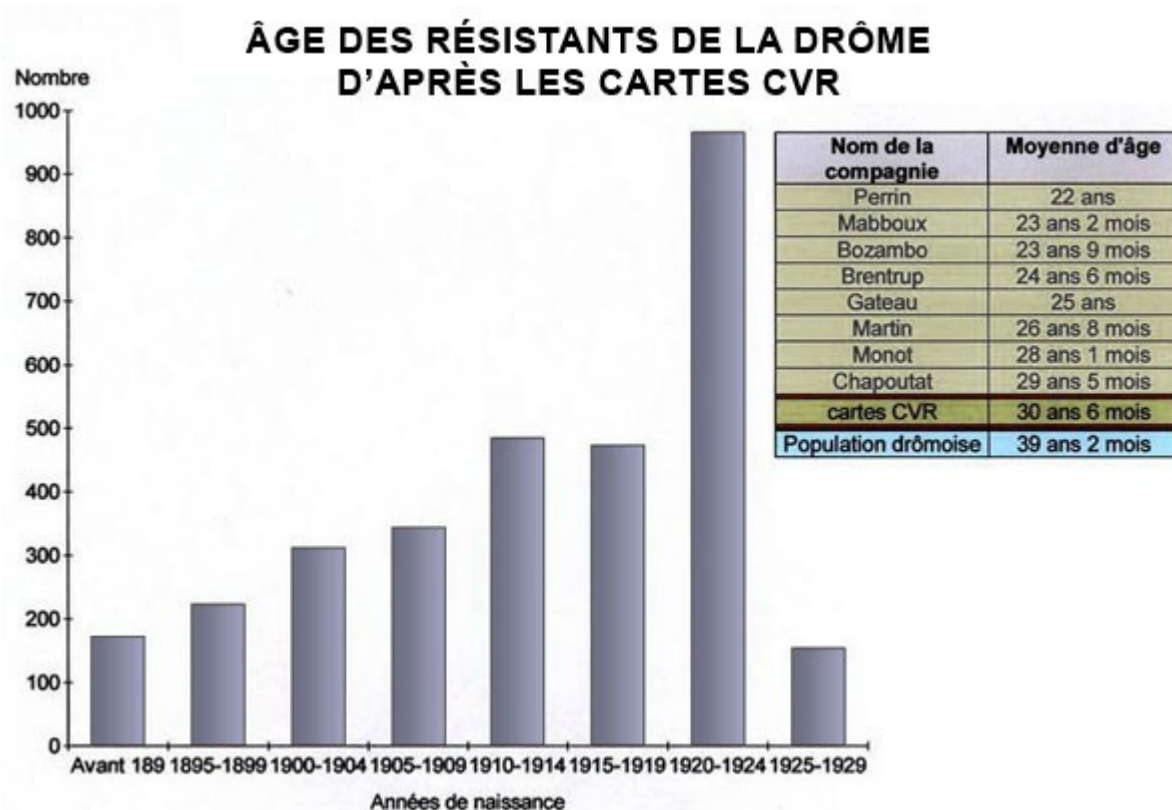


Denise Marin est née le 4 juin 1916, à Valdrôme, dans le Diois, dans une famille protestante. Elle était agent du Trésor Public. Elle a occupé des postes à Dieulefit, Grenoble et Valence. Très tôt, elle s'engage dans la Résistance et rejoint, à Lyon dans le réseau « Action ».

C'est une réunion du bureau de la Fédération de la Drôme de la FNDIRP, en 1975, sous la présidence de Roger Coutarel. Denise Marin est la seule femme de ce bureau, à gauche sur la photo.

Deuxième thème : Combien sont-ils ?

Document (Graphiques sur l'âge des résistants drômois)



On ne peut déterminer les professions de tous les Résistants. Dans l'ensemble de celles que nous avons pu constater, les ouvriers et agriculteurs constituent plus de la moitié, les enseignants, instituteurs surtout, sont bien représentés. Les autres catégories, militaires, commerçants, médecins et autres professions libérales constituant le reste des Résistants. Par contre, les femmes qui ont contribué dans l'ombre à la Résistance sont peu nombreuses à avoir sollicité une carte de CVR.

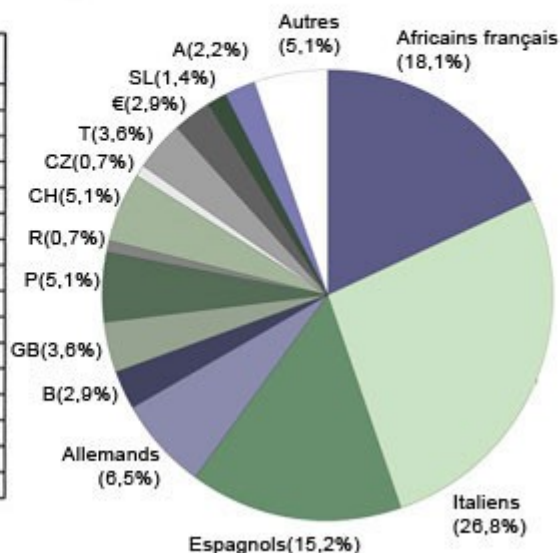
Le graphique indique que les résistants les plus âgés sont nés avant 1890 (plus de 54 ans en 1944) et les plus jeunes sont nés en 1929 (15 ans en 1944). Les classes les plus nombreuses sont nées entre 1920 et 1924). Le tableau nous indique que les moyennes d'âge vont entre 22 et 30 ans. L'absence de statistiques précises rend difficile l'examen de la sociologie des résistants. Seuls, les dossiers des demandeurs de cartes de CVR (Combattants volontaires de la Résistance) permettent une approche de cette question.

Document (Graphiques sur les étrangers dans la Résistance drômoise)

LES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE DRÔMOISE

Le tableau et le graphique ci-dessous ne mentionnent que les étrangers ayant fait une demande de CVR.

nationalité des étrangers	Abréviations pour graphique	C.V.R.
Africains sujets français	Af	25
Italiens	Italiens	37
Espagnols	Espagnols	21
Allemands	Allemands	9
Belges	B	4
Britanniques	GB	5
Polonais	P	7
Russes	R	1
Suisses	CH	7
Tchécoslovaques	CZ	1
Turcs	T	5
autres européens	€	4
Syriens Libanais	SL	2
Arméniens	A	3
autres nationalités	Autres	7
total		138



Les étrangers ont joué un rôle important. Les Espagnols, par exemple, mais aussi des ressortissants d'autres nationalités s'étant engagés dans les Brigades internationales, ont apporté leur expérience récente de la guerre et ont souvent servi d'instructeurs, notamment pour le maniement des armes. Les Allemands, par la connaissance de la langue des envahisseurs, ont permis de mieux comprendre parfois les intentions de ceux-ci. Leur expérience de l'action politique, la force de leurs convictions ont été aussi des motivations primordiales.

Seuls figurent, sur le tableau et le graphique, les étrangers ayant demandé une carte de CVR. C'est donc une statistique très incomplète. Certains n'ont pas demandé leur carte parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions, d'autres parce qu'ils n'habitaient plus dans le département après la guerre.

Troisième thème : Que risquent-ils ?

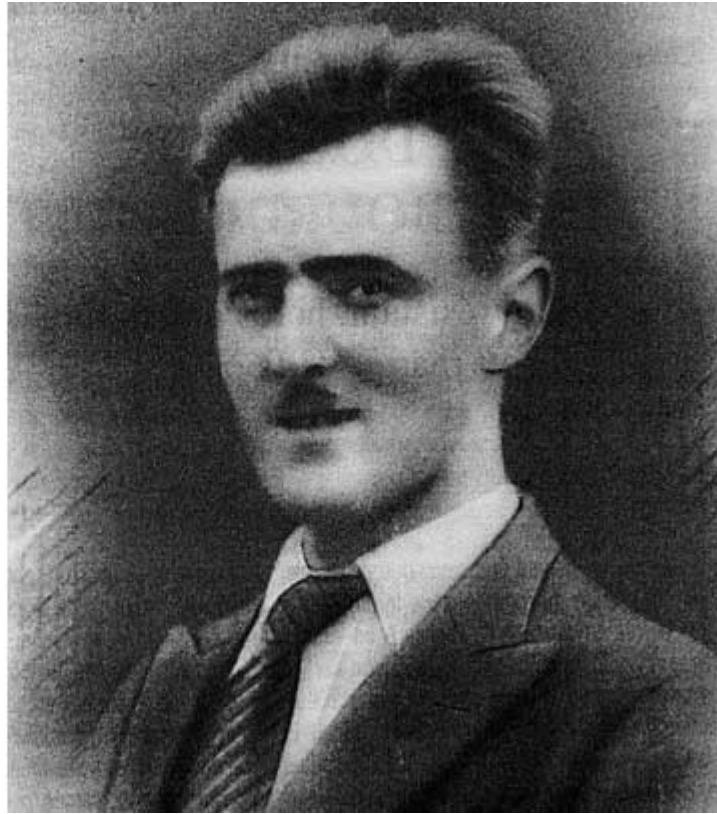
Document (Dépouille de Marcel Champion, résistant)



Quelle que soit la fin de Marcel Champion, l'outrage que représente l'exposition publique de son corps n'est pas le dernier événement de la réaction en chaîne qu'a déclenché l'attaque du train. Le 16 décembre 1943, la Résistance locale contre-attaque. Ce jour-là, un groupe franc signe un attentat contre la salle des fêtes de Valence, où se déroulait un spectacle auquel participaient des militaires allemands.

Le cliché est probablement pris par la police française à des fins de propagande, dans le but d'intimider la Résistance et l'opinion et de montrer outrageusement quelle est la fin irrémédiable d'un « terroriste » comme Marcel Champion. En fait, on est en droit de penser que l'attaque réussie d'un train de permissionnaires allemands par plusieurs groupes FTP le 10 décembre 1943 à 23 h, à Portes-lès-Valence.

Document : Bourdongle Jean-Paul (docteur)



Jean Bourdongle, né le 8 décembre 1912 à La Roche-Saint-Secret, s'inscrit à la faculté de Médecine de Lyon.

Mobilisé en septembre 1939, il est affecté comme médecin militaire. Démobilisé, il prépare sa thèse et s'installe à Nyons comme médecin généraliste, fin 1940. Très apprécié par ses patients, le jeune médecin parcourt le pays et l'arrière-pays nyonsais sur sa moto.

À Nyons, début 1943, se crée le Comité de Front national de la Résistance. La présidence lui en est confiée. Le Comité aide les jeunes à se soustraire au STO. Il aide la population par la fourniture de denrées alimentaires et ravitaille les maquis environnants. C'est surtout le Docteur Bourdongle qui s'en charge, à la faveur et sous le couvert de ses nombreux déplacements dans les campagnes. Une première alerte a lieu le 21 janvier 1944. Le Docteur Bourdongle est arrêté, puis transféré à la prison Montluc à Lyon. Faute de preuves, il est relâché, mais Klaus Barbie délègue un espion dans la région nyonsaise, Joseph B, dit "Marie-Louise". Celui-ci rejoint le maquis de la Bessonne, à Condorcet. Il y séjourne du 3 février au 3 mars 1944. Après s'être bien renseigné sur les maquis de la région, il sollicite un congé-maladie, prétextant un état dépressif. Le docteur Bourdongle accorde cette permission, donne même au garçon de quoi payer son voyage en train et un sandwich pour le trajet. Marie-Louise réapparaît, le 19 mars, au milieu d'une trentaine de soldats allemands. Le docteur est appréhendé rudement, l'appartement est fouillé. Devant l'échec des recherches, Jean Bourdongle est transféré à la mairie où il est soumis à des tortures violentes. Quelques heures plus tard, à bout de forces, mais encore conscient, il est jeté dans un camion qui gagne Saint-Pons, un hameau de Condorcet, où les Allemands, grâce à Joseph B., savent pouvoir trouver un maquis. Mais celui-ci est allé s'installer la veille près de Vaison-la-Romaine. Furieux de ne pas trouver les Résistants, les Allemands tournent leur fureur vers les habitants de Saint-Pons. Gustave Long, Bertin Montlahuc, Henri et Marcel Sillan père et fils, Stanislas Gras sont appréhendés brutalement et joints à Jean Bourdongle. Simon Raspail qui assistait de loin à la scène est abattu au fusil-mitrailleur. Puis les six otages sont sauvagement assassinés, contre le mur de l'école de Saint-Pons.

Document : Tableau de Marcelle Rivier



Tableau sans titre, non daté (vraisemblablement de 1946). Marcelle Rivier a détruit tous ses tableaux antérieurs à 1947. Ce tableau représentant un maquisard fusillé, oublié dans un grenier, a échappé à la destruction. C'est une œuvre inédite qui n'a jamais été présentée.

Document :Oddon Yvonne, résistante de la première heure



Yvonne Oddon, née à Gap le 18 juin 1902 dans une famille protestante originaire du Diois, dans la Drôme, fréquente le lycée de Gap, puis fait une première supérieure à Versailles, avant d'aller effectuer un séjour en Angleterre . Elle est nommée au musée d'ethnologie du Trocadéro, qui, en 1937, devient le Musée de l'Homme. Elle est membre du réseau de résistance qui s'y organise. Le 7 février 1942, dix membres du réseau, dont Yvonne, sont condamnés à mort par la cour militaire allemande. Graciée comme les deux autres femmes, Yvonne Oddon est déportée en Allemagne. Le 20 novembre 1944, elle est envoyée à Ravensbrück. *"J'ai vu commettre des atrocités à nos camarades. Tous les matins, il y avait l'appel qui consistait à faire sortir tout le monde, même les malades, pieds nus dans la neige. Il fallait rester là pendant des heures. Parmi nous étaient des malades agonisants que nous devions porter et soutenir pendant la durée de l'appel. J'ai vu mourir des centaines de femmes du typhus et de la dysenterie, faute de soins. Quelques-unes étaient transportées dans un local qui servait d'hôpital ou bien étaient achevées. Tous les jours, les soldats allemands venaient chercher 150 ou 200 femmes qui allaient soi-disant en transport. Mais on ne les revoyait jamais. Je suis certaine qu'elles étaient passées dans les wagons à gaz."*

Plan détaillé possible :

I Qui sont les résistants

- 1) Sexes, âges, nationalités
- 2) catégories socio-professionnelles
- 3) Croyances

II Combien sont les résistants ?

III Que risquent les résistants ?

- 1) Les tortures
- 2) La déportation
- 3) La mort